

**NOTE SUR L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN EN FRANCE  
(AVRIL 2007)**

**VERSION PROVISOIRE (25 avril 2007) – NE PAS CITER**

***Ce texte est en cours de rédaction. La version provisoire est mise en ligne par souci de rapidité mais peut comporter des erreurs, oublis ou imperfections. Merci d'en excuser l'auteur et d'attendre la version définitive avant d'y faire référence.***

*Geneviève Massard-Guilbaud  
EHESS – CRH (UMR 8558)*

**Plan de la note**

<b>1. Origines et enjeux de l'histoire de l'environnement urbain .....</b>	<b>p. 1</b>
<b>2. Prémices de l'histoire de l'environnement française .....</b>	<b>p. 5</b>
<b>3. Lieux de recherche et chercheurs .....</b>	<b>p. 7</b>
<b>4. Thématiques des recherche passées, en cours et annoncées .....</b>	<b>p. 10</b>
<b>5. Questions à explorer .....</b>	<b>p. 14</b>
<b>Annexes (table des) .....</b>	<b>p. 19</b>

**1. Origines et enjeux de l'histoire de l'environnement urbain**

Aux yeux de chercheurs chargé de l'élaboration d'un appel à programmes de recherche sur l'environnement urbain, et pour peu qu'il y ait parmi eux quelques spécialistes de sciences humaines et sociales, l'idée que cet environnement puisse avoir une histoire, et que cette histoire puisse et doive s'écrire, est sans doute une évidence ou du moins une idée susceptible d'être rapidement adoptée... Aussi la première chose à dire ici est-elle peut-être que, paradoxalement, cette idée a eu, et a encore du mal à faire son chemin chez les premiers intéressés : les historiens de la ville et les historiens de l'environnement. Pour le montrer, je souhaiterais introduire cette note par un rapide rappel historiographique.

L'histoire environnementale est apparue comme un champ historique clairement constitué au début des années 1970, aux États-Unis. Elle se définissait alors elle-même comme s'intéressant à l'histoire des relations entre l'homme et la nature, ou à l'histoire de l'écologie. Les racines intellectuelles de cette sous-discipline sont probablement diverses, mais l'une d'entre elles peut sans conteste être identifiée dans le mouvement de protection de la nature qui émergea dans les années soixante autour de livres comme *Silent Spring*, de Rachel Carson.

À la fin des années 1980, l'histoire environnementale avait fait son chemin, aux États-Unis du moins. Elle y était désormais bien établie. Elle figurait au programme de nombreuses universités, une société professionnelle avait été créée ainsi qu'une revue spécialisée. En mars 1990, le *Journal of American History*, prestigieuse revue généraliste, celle-ci, publiait une « table-ronde » qui marquait en quelque sorte la reconnaissance de l'histoire environnementale comme un courant d'importance dans la discipline historique. Le dossier s'ouvrait sur un article dans lequel Donald Worster, l'un des pionniers de l'histoire de l'environnement américain, expliquait que les historiens de l'environnement n'avaient pas à s'occuper des villes (le terme employé était *built environment*)<sup>1</sup>. La raison qu'il invoquait pour cela était que les villes étaient « *wholly expressive of culture* » et à ce titre étrangères à l'objet de l'histoire de l'environnement qui aurait été, selon lui, la nature. Dans une version ultérieure de cet article, Worster recommandait de laisser l'étude de l'environnement urbain aux historiens des villes, de l'architecture et des techniques<sup>2</sup>.

Worster ne fut alors contredit que par William Cronon, auteur d'un passionnant ouvrage sur les relations entre Chicago et les grandes plaines au XIXe siècle. Une riposte plus affirmée arriva trois ans plus tard, sous la plume de Martin Melosi, historien de l'Université de Houston, qui publia un article intitulé « The place of the city in Environmental History »<sup>3</sup>. Melosi fut soutenu par un groupe d'historiens spécialistes des infrastructures urbaines, Joel Tarr, Clay Mac Shane, Harold Platt, Samuel P. Hays et d'autres. Joel Tarr et Christine Rosen dirigèrent par la suite un numéro spécial du *Journal of Urban History* dans lequel ils défendaient, à leur tour, l'idée qu'il y avait une place pour la ville dans l'histoire de l'environnement<sup>4</sup>.

Les arguments principaux des « défenseurs de la ville » étaient au nombre de trois. Ils soulignaient tout d'abord à quel point il était étrange de vouloir étudier la nature sans prendre en compte ce qui, de toute évidence, avait représenté pour elle, depuis deux siècles environ, le challenge le plus important : l'urbanisation de masse et l'industrialisation qui l'accompagna souvent. Ils relevaient ensuite la contradiction qui consistait à exclure la ville au motif qu'elle était une construction culturelle tout en préconisant par ailleurs l'étude des paysages agraires. Quoi de plus culturel, notaient-ils avec bon sens, qu'un paysage agricole ? Enfin, ajoutait Melosi, considérer les villes, constructions humaines, comme un objet d'étude moins intéressant que des constructions naturelles comme les fourmilières ou les barrages des castors était un choix qui le mettait mal à l'aise parce que, tout simplement, il revenait à mettre en cause la place de l'homme sur la terre. Melosi, plus versé dans l'histoire des techniques que dans l'histoire des idées, ne développait pas ce dernier point. Il avait pourtant touché du doigt le véritable enjeu de la controverse.

Cet épisode historiographique est moins anodin qu'il n'y paraît a priori. On peut y lire l'influence de facteurs propres aux États-Unis (traditionnel fort sentiment anti-urbain, culte d'une mythique *wilderness*...) que je ne développerai pas ici car ils m'éloigneraient trop de mon propos. Mais il est aussi une conséquence du fait que, comme je l'ai dit plus haut, l'histoire environnementale a trouvé au moins partiellement ses origines dans le mouvement écologiste qui se développait alors dans les pays industrialisés. Ce mouvement était lui-même inspiré des idées conservationnistes nées à la fin du XIXe siècle et prêchait un « retour » à une nature passablement idéalisée. Dans ce contexte, ni les villes ni les historiens des villes ne pouvaient être bienvenus au

---

<sup>1</sup> Donald Worster, "Transformations of the Earth: Toward an Agroecological Perspective in History," *Journal of American History* 76, no. 4, 1990, p.1087-1106.

<sup>2</sup> « Appendix : Doing Environmental History » in Donald Worster, *The Ends of the earth : Perspective on Modern Environmental History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

<sup>3</sup> Martin Melosi « The place of the city in environmental history », *Environmental History Review* 17, Spring 1993, p. 1-23.

<sup>4</sup> Christine Meisner Rosen et Joel Arthur Tarr (guest eds), « Environment and the City », numéro spécial du *Journal of Urban History*, vol. 20, 3, 1994.

sein de la jeune histoire de l'environnement. Les villes étaient l'ennemi, la cause des malheurs de la nature. Il convenait de les tenir à l'écart pour se consacrer à celle-ci, et uniquement à celle-ci.

Le combat scientifique mené par les historiens américains de la ville, l'étendue et la qualité de leurs travaux, ont eu raison des réticences initiales à accepter la ville comme un objet d'étude légitime pour l'histoire de l'environnement, ou comme un environnement parmi d'autres, et ont donné à ce champ une légitimité que plus personne ne conteste aujourd'hui aux États-Unis. John McNeill, un des historiens américains de l'environnement les plus respectés, a même pu écrire dans ce qui est certainement le meilleur article historiographique publié à ce jour dans ce domaine, que l'histoire de l'environnement urbain est aujourd'hui le secteur de l'histoire de l'environnement qui produit les travaux les plus stimulants.

Mais ce débat autour de la légitimité de l'urbain dans le domaine de l'histoire environnementale reflétait aussi un autre débat, qui n'avait rien de proprement américain celui-ci et qui se poursuit aujourd'hui encore au sein de la discipline écologique comme au sein des sciences humaines et sociales, le débat qui oppose partisans de la *deep ecology* aux partisans d'une écologie que je me refuse pour ma part à qualifier de *shallow* ou d'anthropocentrée et préfère nommer écologie humaniste. Ce débat, bien connu de la plupart des disciplines, touche à la place de l'homme par rapport à la nature et aux écosystèmes, et à ce qui distingue l'homme de l'animal, avec les conséquences qu'entraînent les réponses fournies à ces questions dans la définition des politiques environnementales.

Si j'ai cru utile de commencer cette note en rappelant ce débat c'est parce que, malgré son importance, les historiens français, contrairement à leurs collègues d'autres disciplines, se sont jusqu'à présent largement dispensés d'y participer. Il me semble donc qu'il convient aujourd'hui de les presser à apporter leur contribution, à faire entendre leur voix sur ces sujets, car les travaux historiques permettront certainement de remettre bien des pendules à l'heure, et notamment de démonter les positions historiquement infondées des *deep ecologists*. On peut en effet affirmer, sans que cela apparaisse comme un chauvinisme disciplinaire exacerbé, que les historiens sont les plus compétents... pour écrire l'histoire. Et que lorsque d'autres s'y risquent, le résultat n'est pas toujours ce qu'il devrait être, car l'écriture de l'histoire repose sur des méthodes qui nécessitent un apprentissage. Mais encore faut-il que les dits historiens ne désertent pas le terrain, qu'ils fassent « leur travail ».

Parmi les historiens, ceux l'urbain sont tout particulièrement interpellés, me semble-t-il. À eux de faire valoir que l'histoire de l'environnement n'est pas l'histoire de la nature, ni l'histoire de la relation que l'homme entretient avec elle, ou pas seulement. À eux d'affirmer que l'histoire environnementale s'intéresse à la relation que l'homme entretient avec *l'ensemble* des éléments qui l'entourent, quelle qu'en soit, précisément, la nature. Ce qui inclut bien sûr les éléments culturels, et non seulement naturels. Les villes, et non seulement les rivières ou les prairies... À eux de défendre l'idée que les villes ne sont pas des parasites « insoutenables » mais des créations humaines respectables et qui, si elles ne le sont pas aujourd'hui, peuvent devenir vivables. À eux surtout de montrer comment et pourquoi, les humains se sont, par le passé, engagés dans des voies qui s'avèrent désormais des impasses. Bref, à eux de constituer l'environnement et la dimension environnementale des problèmes en objet historique.

Dans un article paru ce mois-ci (avril 2007), l'historien américain Michael Bess affirme que cette vision non unilatéralement naturaliste de l'écologie (il parle de l'écologie politique, même s'il n'emploie pas le terme, pas de la discipline écologique), cette capacité à composer avec l'urbain, l'industriel, le technique, sans rejeter la nécessaire protection de l'environnement, est un apport

essentiel de la France dont les Américains feraient bien, selon lui, de s'inspirer<sup>5</sup>. Ce jugement, dû à un observateur extérieur, a certainement quelque chose de fondé. Il conforte d'ailleurs l'analyse que je fais plus bas selon laquelle, en France, ce sont les historiens de la ville et ceux des techniques qui sont venus les premiers à l'histoire de l'environnement, contrairement à ce que l'on constate ailleurs. Mais il néglige le fait que, toujours en France, cette histoire de l'environnement reste très faible, très en retard. Le numéro dans lequel paraît cet article en fournit une bonne illustration : lorsque le comité de rédaction de la revue *Responsabilité et Environnement*, une des trois séries des *Annales des Mines*, a souhaité consacrer un numéro spécial aux années 1970 et à la naissance de « l'environnementalisme » et de l'écologie politique, ce n'est pas à un historien qu'elle en a confié la responsabilité, mais à un sociologue des sciences<sup>6</sup>. On ne saurait imputer ce choix à l'orientation ou aux relations des responsables des *Annales des Mines* puisqu'il se trouve que j'appartiens moi-même au comité d'orientation de cette revue, qui comprend deux historiens, et que c'est sur ma suggestion que la direction de ce numéro a été confiée à la personne à laquelle elle a été confiée. Si des historiens avaient, à ce jour, abordé le sujet, ils auraient été associés à ce numéro. Mais tel n'est pas le cas. Sur les treize articles qu'il comporte, cinq sont des témoignages de témoins, les autres sont écrits par des universitaires. Pas un seul historien ne figure parmi eux. Les auteurs sont sociologues des sciences, économistes, agronome, ingénieur... Il ne s'agit pas pour moi, en procédant à ce « recensement », de contester le travail fait dans d'autres disciplines mais de souligner l'absence totale des historiens d'un domaine qui devrait théoriquement, les mobiliser. Il s'agit d'un exemple, mais il serait aisé d'en donner d'autres.

De fait, jusqu'à une date récente (moins de dix ans), en France du moins, l'environnement était totalement absent des études historiques, urbaines et autres. Certaines des thématiques que je présenterai plus bas ont, certes, été abordées par les historiens de l'urbain. Mais leur dimension proprement environnementale n'était jamais prise compte. Prenons quelques exemples. Que les villes aient été longtemps « le tombeau des populations » était un fait bien connu, et les historiens-démographes ont beaucoup écrit sur la santé des populations urbaines, les épidémies, le mal-logement, etc. Jamais, pourtant, ils ne se sont interrogés sur la pollution de l'air des villes et sa contribution à cette surmortalité urbaine. Jamais ils n'ont approfondi la question de la pollution de l'eau, même si l'on savait très bien que toutes les rivières étaient massivement polluées. Et pourtant, quand on essaie de retracer, aujourd'hui, avec plus de précision ce que pouvait être ces pollutions, on en peut plus douter de l'ampleur des dégâts qu'elles ont dû causer au XIXe siècle.

Dans le domaine de l'industrie, pas toujours, mais bien souvent, liée à la ville, on a pu écrire des sommes impressionnantes sur tel ou tel grand industriel de la chimie, Saint-Gobain par exemple, sans qu'une ligne ne soit consacrée aux pollutions fantastiques causées par cet industriel, pas même du point de vue des problèmes de gestion qu'elles ne pouvaient pas manquer d'engendrer pour lui. Chez les historiens de l'art, on a pu écrire un ouvrage entier sur l'esthétique des cheminées d'usine sans qu'un mot ne soit consacré... aux fumées que ces cheminées servaient à déplacer. Loin de moi l'idée que l'esthétique des cheminées ne mérite pas attention, mais le silence sur leur fonction me paraît remarquable du consensus industrialiste et plus généralement, économiste, qui a marqué les sciences humaines et sociales jusqu'à une date récente, et l'histoire plus que d'autres encore, car il y a longtemps maintenant que le droit, l'économie, la géographie, etc. se préoccupent d'environnement, alors que beaucoup d'historiens persistent à considérer l'environnement comme « un sujet à la mode » (et donc destiné à se démoder rapidement).

---

<sup>5</sup> Michael Bess, « Quelle leçon les Américains peuvent-ils tirer de l'histoire du mouvement écologiste en France ? », *Responsabilité et Environnement, Les Annales des Mines*, avril 2007, n° 46, (numéro thématique « 1970 : l'invention de l'environnement ? », p. 81-88.

<sup>6</sup> Florian Charvolin, chargé de recherche CNRS, Laboratoire MODYS-CRESAL

Qu'il s'agisse des études sur le logement, sur la consommation, la production, les ressources, la circulation urbaines etc., il nous faut donc remettre l'ouvrage sur le métier et revoir des pans entiers d'une histoire certes pas totalement inconnue mais qui doit être repensée à la lumière d'interrogations nouvelles. Cela, du moins, les historiens ne contesteront pas que ce soit possible, car tous savent bien que l'on n'écrit jamais l'histoire qu'à l'aune des questions du temps présent, que l'histoire n'est pas le récit objectif de faits passés mais une tentative sans cesse renouvelée de s'approcher de ce passé en posant des questions aux traces qu'il a laissées. Le résultat est une construction intellectuelle, pas une photographie.

Pour conclure ce rappel des origines et des enjeux de l'histoire de l'environnement urbain, j'insisterai sur le fait que l'écriture d'une histoire environnementale, urbaine ou autre, n'a pas seulement des enjeux ou cognitifs ou scientifiques mais également des enjeux politiques et civiques dont les historiens n'ont pas suffisamment conscience, et qu'il conviendrait de le leur rappeler. Il faut bien réaliser, si l'on veut s'adresser à la communauté des historiens français<sup>7</sup>, que le travail en équipe, la recherche sur programmes ou contrats dotés de financements spécifiques restent choses nouvelles, voire suspectes, pour beaucoup d'entre eux. Habités à pratiquer, souvent isolément, sur des temps longs et sans moyen financier autre que ceux qu'ils prélèvent sur leur propre salaire, une recherche fondamentale sans enjeu immédiat ; habitués aussi à voir leurs recherches considérées comme « molles », non scientifiques, voire inutiles, par leurs collègues des disciplines « scientifiques », les historiens ont, me semble-t-il, besoin d'entendre que l'on a besoin de leur apport pour faire face à des défis politiques, sociaux, environnementaux majeurs. IL conviendrait, de mon point de vue, d'insister sur le fait que les disciplines en charge « d'inventer l'avenir » n'y parviendront que si les historiens, eux, s'attaquent enfin, en nombre suffisant, à des questions du type « mais comment en est-on arrivé là ? », « comment a-t-on pu laisser se former des situations aussi insoutenables ? ». Ils ont les compétences pour le faire, il faut les convaincre de le faire.

## 2. Prémices de l'histoire de l'environnement française

La fin de la partie qui précède ne doit pourtant pas laisser penser que rien ne se fait en France en matière d'histoire de l'environnement urbain. La France me semble au contraire présenter, par rapport à ses voisins européens, une caractéristique notable : l'histoire de l'environnement urbain y est relativement (c'est à dire par rapport à l'histoire environnementale dans son ensemble) plus développée que dans les autres pays européens, et ceci depuis les origines. Ceci dit... une part importante de pas grand-chose, cela ne fait toujours pas grand-chose !

Les débuts de l'histoire française de l'environnement urbain peuvent sans doute être situés en 1983, année où l'historien des techniques Gabriel Dupuy organisa à Paris un colloque international sur le thème « Villes et Techniques ». Co-organisa plus exactement, puisqu'il le fit en collaboration avec Joel Tarr, historien américain dont il a été question dans le début de cette note. Ce colloque novateur mit à l'ordre du jour des thèmes comme l'eau, l'assainissement ou les déchets urbains qui seraient plus tard les thématiques favorites de l'histoire de l'environnement urbain — mais l'on ne parlait pas encore, à cette date, en France, « d'histoire de l'environnement ». Les actes du colloque furent publiés dans les *Annales de la Recherche urbaine* (et parallèlement en anglais), mais plus de dix ans se passèrent ensuite avant que l'on entende de nouveau parler publiquement de ces questions en France.

On peut cependant signaler le travail pionnier d'André Guillerme, titulaire de la chaire d'histoire des techniques du CNAM, sur *La Cité, l'eau, les techniques*, sous-titre de son ouvrage

---

<sup>7</sup> Je parle là des historiens « tout court », non des historiens des techniques ou des sciences, qui ne répondent pas aux caractéristiques que je décris dans ce paragraphe.

*Les Temps de l'eau*<sup>8</sup>. Sans employer non plus, me semble-t-il, le terme « histoire de l'environnement », Guillaume posait là les bases de toute une série de problématiques qui seraient reprises et approfondies (ou qui devraient l'être) plus tard.

Aux antipodes méthodologiques et problématiques du précédent, un historien dont certains travaux concernent les sensibilités à l'environnement, Alain Corbin. Si certains de ses ouvrages ne concernent en rien l'urbain, il en est un, néanmoins, qui touche aux nuisances olfactives, essentiellement urbaines, *Le Miasme et la Jonquille*. Reprenant dans cet ouvrage des analyses qu'il avait publiées antérieurement sous une autre forme<sup>9</sup>, Alain Corbin a été, avec cet ouvrage, le premier à aborder la question des nuisances industrielles en ville par le biais de la sensibilité aux odeurs. J'ai expliqué ailleurs pourquoi je ne pense pas, personnellement, que l'on puisse qualifier ce travail, assurément pionnier, d'histoire de l'environnement. Il ne me semble pas, d'ailleurs, qu'Alain Corbin se réclame de cette appellation. D'autres, en revanche, associent son œuvre à l'environnement, aussi m'a-t-il paru juste d'y faire référence.

D'autres initiatives touchant à l'histoire de l'environnement urbain virent cependant le jour en Europe pendant cette période, parmi lesquelles la publication, sous la direction de l'historien Suisse Christian Pfister et du chimiste britannique Peter Brimbelcome, d'un ouvrage intitulé *The Silent Countdown: Essays in Environmental History*<sup>10</sup>, dont plusieurs chapitres étaient consacrés à l'urbain. En Allemagne, l'historien Franz-Josef Brüggemeier publiait également différents travaux consacrés à l'environnement dans la Ruhr. En 1998, un autre historien allemand, Christoph Bernhardt, organisa, dans un colloque international d'histoire urbaine, une session intitulée « problèmes environnementaux urbains », qui déboucherait sur un ouvrage portant le même titre<sup>11</sup>.

Les Français reprirent alors la main, avec l'organisation par l'auteur de ce rapport (en collaboration avec Christoph Bernhardt), à l'Université de Clermont-Ferrand en 2000, d'une initiative appelée à un certain avenir puisqu'elle se poursuit encore aujourd'hui. Il s'agissait de la première d'une série de « Tables-ronde internationale pour l'histoire de l'environnement urbain ». Le but de cette « table-ronde », sorte de colloque de taille modeste réservant de longues plages aux discussions, était de faire se rencontrer les spécialistes de l'histoire de l'environnement urbain de différents pays et de leur donner un point de rencontre régulier, de les constituer en quelque sorte en réseau informel... L'idée a « marché », et trois autres tables-ronde ont été organisées depuis cette date, soit une tous les deux ans, successivement à Leicester en Angleterre, à Sienne en Italie, et de nouveau à Paris en 2006. Dès la seconde édition, des historiens américains et canadiens avaient rejoint les européens. La plus récente de ces tables-ronde a été organisée et hébergée par l'équipe qui travaille sous la direction d'André Guillaume au Centre d'Histoire des Techniques et de l'Environnement (CDHTE, équipe d'accueil CNAM/EHESS). La prochaine aura lieu à Berlin en juin 2008. Les thèmes retenus pour ces quatre tables-ronde en histoire de l'environnement urbain ont été, successivement : « La pollution urbaine », « Les ressources de la ville », « La construction des villes européennes contemporaines : une histoire environnementale » et « Milieux, matière et matérialité des villes européennes, XIXe-XXe siècle ». De ces rencontres sont issus plusieurs ouvrages qui marquent le champ de façon significative<sup>12</sup>. On trouvera en annexe le programme de

---

<sup>8</sup> André Guillaume, *Les Temps de l'eau. La Cité, l'eau, les techniques*, Seyssel, Champ Vallon, coll. Milieux, 1983.

<sup>9</sup> in *Le temps, le désir et l'horreur : essais sur le dix-neuvième siècle*, Paris, Flammarion, 1998

<sup>10</sup> Berlin: Springer, 1990.

<sup>11</sup> Christoph Bernhardt, ed., *Environmental Problems in European Cities in the 19th and 20th Century* (Münster: Waxmann, 2001)

<sup>12</sup> Christoph Bernhardt and Geneviève Massard-Guilbaud, eds., *The Modern Demon: Pollution in Urban and Industrial European Societies* (Clermont-Ferrand: Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002); Dieter Schott, Bill Luckin, and Geneviève Massard-Guilbaud, eds., *Resources of the City: Contributions to an Environmental History of Modern Europe* (Aldershot: Ashgate, 2005). Les actes de la table-ronde de Paris 2006 sont aussi à paraître.

ces tables-rondes qui donnent une excellente idée de ce qui se fait, en France et ailleurs, en matière d'histoire de l'environnement urbain.

### 3. Lieux de recherche et chercheurs

Il n'existe aujourd'hui qu'un seul centre de recherche affichant l'histoire de l'environnement dans son intitulé, le CDHTE, déjà évoqué ci-dessus. Auparavant nommée Centre d'histoire des techniques, cette équipe a récemment ajouté à son nom le terme « environnement », marquant ainsi la place prise par cet axe de recherche dans les travaux de ses chercheurs. Les membres de l'axe « histoire de l'environnement du CDHTE » sont au nombre de quatre (L. Lestel, responsable de l'axe ; A. Guillerme, G. Gigaudon ; E. Philipp) auxquels s'ajoutent quelques chercheurs associés parfois très actifs, comme Sabine Barles, professeur à l'Institut français d'urbanisme de l'Université de Paris VIII<sup>13</sup>. Cette équipe étudie l'industrie et des réseaux urbains, et « l'empreinte de la matérialité urbaine dans Paris et de sa banlieue depuis le XVIIIe siècle ». Le CDHTE offre, en association avec le Laboratoire Théories des mutations urbaines de l'Institut Français d'Urbanisme un enseignement de niveau master en histoire de l'environnement urbain.

Un autre groupe de recherche qui affiche, parmi ses axes officiels, l'histoire de l'environnement est l'équipe ESOPP (Études Sociales et Politiques des Populations, de la Protection sociale et de la santé<sup>14</sup>) du CRH (Centre de Recherches Historiques, UMR EHESS/CNRS 8558). L'EHESS a en effet créé, en 2006, une chaire d'histoire de l'environnement, la première en France, qu'elle a confié à une enseignante chercheuse spécialiste des mondes urbains et industriels (G. Massard-Guilbaud). Même s'il ne s'y limite pas, le séminaire hebdomadaire d'histoire de l'environnement qu'elle anime consacre une large place aux problèmes urbains et industriels. Au sein de l'EHESS et des laboratoires CNRS qui lui sont associés (Centre Alexandre Koÿré, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européens, Groupe de Géographie sociale), d'autres chercheurs (historiens-géographes, sociologues, politologues ou historiens des sciences, philosophes, économistes) se consacrent aussi à l'environnement ou à l'histoire de l'environnement (A. Ingold, Ch. Bonneuil, M.-H. Mandrillon, A. Musset, A. Berque, J.-Ch. Hourcade, etc...). Leurs travaux peuvent se rapporter aux villes, sans que ce soit là pour autant leur objet de recherche principal. Il y a là un vivier important qui pourrait proposer prochainement une formation spécifique à la recherche en sciences sociales et environnement.

Ces deux pôles parisiens, dont les chercheurs ont bien souvent collaboré, constituent sans doute aujourd'hui la partie la plus visible de ce qui se fait en matière de recherche en histoire de l'environnement urbain. Ils n'en ont cependant pas le monopole, pour les raisons évoquées rapidement plus haut : d'une part, la recherche en histoire reste encore souvent une recherche individuelle ; d'autre part, dans les universités de province, les équipes de recherche sont rarement spécialisées. On trouve donc des chercheurs ou des groupes de chercheurs qui se préoccupent d'environnement urbain tout en relevant d'une équipe affichant une thématique plus large, et des chercheurs tout à fait isolés. Les uns et les autres peuvent ne se consacrer qu'en partie à l'urbain. Il peut donc être difficile de repérer ces chercheurs et, encore plus, de dire qui peut être considéré comme consacrant tout ou partie de ses recherches à l'histoire l'environnement urbain. Certains chercheurs écrivent d'ailleurs une histoire qui, alors qu'elle serait, aux yeux des historiens de toute l'Europe, considérée comme histoire de l'environnement, n'emploient pas eux-mêmes cette terminologie. Ce choix pose des problèmes épistémologiques qu'il n'est pas le lieu de discuter ici, mais aussi, plus immédiatement, la question de savoir si ces travaux doivent être mentionnés dans le cadre d'un note sur l'histoire de l'environnement urbain, alors que les auteurs de ces recherches ne

---

<sup>13</sup> <http://www.cnam.fr/cdht/>

<sup>14</sup> <http://esopp.ehess.fr/>

souhaitent pas eux-mêmes les voir qualifiés ainsi. Mon choix, dans la suite de cette note, est de mentionner ceux dont je pense qu'ils seraient susceptibles de répondre à un appel à programmes incluant le terme « histoire de l'environnement », quelle que soit la façon dont ils définissent eux-mêmes leur travail.

Pour ce qui est de ces chercheurs pratiquant l'histoire de l'environnement urbain sans employer ce terme, on pense d'abord à la dynamique équipe grenobloise du LAHRHA (laboratoire de recherche historiques en Rhône-Alpes, moderne et contemporaine, UMR 5190, équipe « Entreprises, sociétés et Territoires »<sup>15</sup>). Cette équipe consacre une large part de ses activités à l'histoire sociale du risque. Son directeur, le moderniste René Favier, propose parmi ses enseignements l'histoire urbaine et l'histoire des risques. Sa collègue contemporanéiste la professeur Anne-Marie-Granet Abisset, l'histoire des sociétés de montagnes et l'histoire des risques. Tous deux ont produit et dirigés des travaux originaux et de qualité et n'hésitent pas à s'associer à des historiens de l'environnement français ou autres, et à participer à certains de leurs colloques. On ne trouve pourtant pas l'expression « histoire de l'environnement » sur le site qui présente leur équipe.

Membre du même LAHRHA, mais dans son équipe « Villes », Stéphane Frioux (prix 2003 de l'European Society for Environmental History), allocataire-moniteur normalien à l'Université Lumière Lyon 2 terminant une thèse sur l'assainissement des villes de province française au XXe siècle, effectue un remarquable travail d'animation du Laboratoire interdisciplinaire junior PRADIS (Pratiques et discours du développement durable<sup>16</sup>), créé en 2005, dont le programme a fait une large place aux villes. Une des journées d'études qu'il a récemment organisées était intitulée « L'histoire de l'environnement urbain, nouvelles approches »<sup>17</sup>. Les « laboratoires junior » sont par définition appelés à n'avoir qu'une courte existence, et ce jeune chercheur connaîtra probablement une mobilité dans les années qui viennent. Mais son talent et son énergie laissent à penser que là où il sera, on entendra parler d'histoire de l'environnement urbain. Il va être nommé, en juin, pour représenter la France au sein du bureau de la Société européenne d'histoire de l'environnement (ESEH), dont je dirai un mot plus bas.

Toujours dans la région Rhône-Alpes, il faut également citer le Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires Ville Espace Société (RIVES), localisé à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE, Vaulx-en-Verin), qui comprend dix chercheurs et chercheuses titulaires, et fait partie de l'UMR CNRS 5600 "Environnement, Ville, Société" dirigé par le géographe Paul Arnould, dont l'intérêt pour l'environnement et la collaboration avec les historiens sont anciens<sup>18</sup>. Si RIVES ne comprend aucun historien, les travaux de ses chercheurs (géographes, anthropologues...) ont pourtant une dimension historique très forte : l'impact environnemental de Rhône-Poulenc sur le Péage-de Roussillon, la gestion par la ville de Lyon des glissements de terrain successifs dont ses habitants ont été les victimes, la question du couloir de la chimie, dans la banlieue sud de Lyon, la question des inondations en zone urbaine, considérée d'un point de vue anthropologique et géographique à la fois, font partie des thèmes qui ont fait l'objet de thèses ou de recherches collectives.

Il faudrait également citer, parmi les lieux où l'histoire est pratiquée en équipe, des spécialistes d'histoire ancienne et de paléo-environnement. Parmi ceux-ci, le centre Camille Julian (UMR 6573 archéologie méditerranéenne et africaine), et notamment son équipe « sociétés antiques

---

<sup>15</sup> <http://larhra.ish-lyon.cnrs.fr/entrep/index.htm>

<sup>16</sup> <http://pradis.ens-lsh.fr/>

<sup>17</sup> programme consultable sur [http://pradis.ens-lsh.fr/article.php3?id\\_article=181](http://pradis.ens-lsh.fr/article.php3?id_article=181)

<sup>18</sup> <http://www.entpe.fr/Prive/index-recherche.htm>

et milieux naturels » placés sous la direction de Rémi Leveau<sup>19</sup>. Le LAMOP (laboratoire de médiévistique de Paris, UMR 8589), sans être en rien spécialisé dans l'environnement urbain, l'aborde aussi dans certains de ses travaux. D'autres paléo-environnementalistes travaillent à l'Université Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand 2), au sein du CRCA, Centre de Recherche sur les Sociétés antiques<sup>20</sup> autour de Frédéric Trément. Leurs recherches pionnières en archéologie spatiale et paléoenvironnement remettent notamment en cause la représentation que nous avons de l'urbanisation de la Gaule romaine, dont le réseau urbain est supposé former la trame de notre réseau actuel.

Emmanuel Garnier, maître de conférences en histoire à l'université de Caen, actuellement détaché au CEA/LSCE (Laboratoire des Sciences du Climat et l'Environnement UMR CEA-CNRS 1572) pour participer au programme OPHELIE d'étude du changement climatique<sup>21</sup>, a travaillé auparavant sur les problèmes environnementaux des villes de Normandie. Le fait que l'inclusion d'un historien dans un programme de recherche pluridisciplinaire sur le climat ait nécessité son détachement provisoire dans un laboratoire du CEA me paraît significatif de l'état de sous-structuration institutionnelle de la recherche en histoire<sup>22</sup>.

Plus difficile à repérer encore sont les chercheurs isolés dans des équipes sans rapport avec le thème de leur propres recherches ou n'appartenant à aucune équipe de recherche. On pense à Patrick Fournier (Clermont-Ferrand 2), spécialiste de l'eau et des milieux humides à l'époque moderne et qui s'est, lui aussi intéressé aux villes et particulièrement aux villes du midi de la France, à Charles-François Mathis, docteur de l'Université de Paris IV à la recherche d'un poste et spécialiste des sensibilités environnementales dans la Grande-Bretagne victorienne, à Estelle Baret-Bourgoin, agrégée et docteur en histoire enseignant en lycée à Grenoble, qui a consacré sa thèse aux nuisances urbaines grenobloises au XIXe siècle, à Grégory Quenet, maître de conférences à l'Université de Versailles-Saint-Quentin et historien des tremblements de terre à l'époque moderne. D'autres chercheurs moins spécialisés dans ce domaine ont aussi, à l'occasion, produit des travaux intéressants l'environnement urbain : Olivier Faure, professeur à l'université Lyon 3, en est un exemple (les nuisances industrielles, les animaux en ville). Alain Faure, chercheur à l'université Paris X Nanterre (l'industrie parisienne, les nuisances industrielles).

Elle peut encore moins recenser les travaux en cours des doctorants, en nombre pourtant croissant. Chacun des professeurs recensés plus haut dirige logiquement des travaux en rapport avec l'environnement urbain. D'autres étudiants ont fait une thèse sous la direction d'un professeur dont la spécialité n'était pas directement l'environnement. Ainsi Thomas Le Roux, qui soutiendra fin juin à l'Université de Paris 1 une thèse sur les nuisances artisanales et industrielles à Paris de la fin du XVIIIe siècle au années 1830<sup>23</sup>. Caroline Moriceau a soutenu, il y a un certain temps maintenant, une thèse sur les maladies liées au travail industriel<sup>24</sup>...

On peut enfin noter l'apport de quelques chercheurs non historiens, mais que leur pratique a amenés à interroger le passé. Un exemple en est Olivier Balaÿ, architecte, maître assistant à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, chercheur au CRESSON (UMR 1563 « Ambiances Architecturales et urbaines »), qui travaille sur l'histoire du bruit urbain, un sujet encore peu abordé par les historiens français.

---

<sup>19</sup> [http://www.mmsh.univ-aix.fr/ccj/textes/domaines/soci%E9t%E9s\\_antiques\\_et\\_milieu\\_natu.htm](http://www.mmsh.univ-aix.fr/ccj/textes/domaines/soci%E9t%E9s_antiques_et_milieu_natu.htm)

<sup>20</sup> <http://maison-recherche.univ-bpclermont.fr/labos/labo-crca.htm>

<sup>21</sup> <http://geoarch.free.fr/spip.php?article20>

<sup>22</sup> Je dois préciser que je ne sais rien de la façon dont s'est organisée ce détachement/rattachement, à la demande de qui il s'est fait, etc. Ma remarque est donc celle d'une observatrice peu informée et ne vaut que comme telle.

<sup>23</sup> direction Denis Woronoff.

<sup>24</sup> direction Patrick Fridenson

On comprendra que ma liste, et particulièrement la liste des « isolés », ne puisse être exhaustive, et on voudra bien excuser les oublis éventuels. L'histoire de l'environnement n'est pas pratiquée seulement par les historiens, je l'ai dit, mais aussi par des historiens des techniques, des archéologues, des géographes et d'autres encore. Qui pourrait prétendre connaître toutes les équipes, tous les chercheurs ? S'il se trouvait que j'aie oublié d'évoquer ici des équipes importantes ou des chercheurs isolés, ces oublis ne feraient finalement qu'apporter de l'eau à mon moulin : les historiens de l'environnement français constituent une « communauté » très dispersée relevant de diverses disciplines et communiquant fort peu entre eux.

En revanche, c'est volontairement que je n'ai pas évoqué ici le travail des historiens des sciences (les historiens de l'écologie, par exemple), ni celui des philosophes de la nature, même lorsqu'ils traitent du passé. Leur apport me semble en effet de nature plus épistémologique que proprement historique. Il ne me semble pas, au demeurant, qu'ils se soient beaucoup préoccupés de l'urbain. Si des relations sont souhaitables entre ces disciplines et l'histoire, il faut bien reconnaître qu'elles sont aussi beaucoup plus difficiles qu'elles ne le sont avec les sociologues ou les géographes, par exemple.

#### 4. Thématiques des recherches passées, en cours et annoncées

Plusieurs thèmes privilégiés peuvent être identifiés parmi les travaux passés ou en cours. Je les présenterai sans hiérarchie particulière, tous étant dignes d'attention. Je n'ai pas pensé devoir fournir ici une bibliographie, ni résumer les ouvrages auxquels je fais allusion, car il ne m'a pas semblé que tels étaient les besoins du groupe de travail qui m'a demandé cette note. Je reste à sa disposition pour lui en fournir une si besoin était. Les principales équipes ou chercheurs ayant été identifiés ci-dessus, je n'ai pas souhaité non plus faire de cette note un « tableau d'honneur » où les mêmes personnes (et notamment celles qui travaillent sur ces sujets depuis un certain temps déjà) auraient fatalement été citées toutes les trois lignes, compte tenu du petit nombre de chercheurs concernés. Je m'en tiendrai à une évocation des thèmes abordés et du type de problématiques mises en œuvre à ce jour ou qui le mériteraient.

Le thème qui a suscité le plus de recherches dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui est certainement l'industrie ou plus précisément, **l'industrie dans ses relations avec la ville et dans ses dimensions environnementales**. Industrie comme facteur déterminant dans la morphologie urbaine, dans la façon dont la ville se crée ou se déplace, dans son impact sur les paysages, sur la nature du bâti ; industrie comme facteur de la naissance du planning urbain, comme cause de ségrégation sociale ; industrie comme consommatrice de ressources — y compris l'espace —, comme productrice de déchets, comme facteur de trafic, de bruit. Industrie enfin comme cause de pollution de l'air, de l'eau, des sols. La liste n'est sans doute pas exhaustive, mais tous ces thèmes ont été abordés, de façon frontale et substantielle pour les uns, de façon plus marginale et superficielle pour les autres. Il convient de mesurer que ce type d'approche est très neuf par rapport à l'histoire de l'industrie telle qu'on l'a écrite depuis des décennies et telle que certains pensent continuer à l'écrire. L'histoire de l'industrie telle que les historiens qui se réclament de l'histoire environnementale l'écrivent aujourd'hui me paraît marquer une réelle rupture avec celle qu'ont écrite les générations qui le sont précédés. Non que celles-ci n'aient rien apporté d'intéressant — des travaux du plus grand intérêt ont évidemment été publiés — mais parce que la dimension environnementale n'est pas seulement un « plus », une nouvelle facette des choses, qui viendrait s'ajouter aux acquis. Elle est un nouveau paradigme et oblige à regarder les problèmes avec une tout autre lorgnette...

Directement lié au thème de l'industrie est celui de la façon dont **les pouvoirs publics** ont repéré et abordé ces questions : quand et pourquoi a-t-on commencé à se soucier des nuisances (selon la terminologie du XIXe siècle) causées par l'industrie — la réponse étant évidemment différente selon que l'on parle de la pollution de l'air ou de celle des sols, de l'impact sur la santé ou de l'impact sur le paysage ; selon que l'on s'inquiète de pollution chimique, bactérienne, par les métaux, etc... On sait aujourd'hui quelles **institutions** ont été mises en place, quel était leur rôle, comment elles fonctionnaient : société royale de médecine, conseils d'hygiène et de salubrité, Comité consultatif des arts et manufactures, inspecteurs des établissements classés, Conseil de salubrité, etc. Les historiens se sont aussi intéressés à la mise en place de la législation et des autres formes de régulation, à leur contenu, à la façon dont elles étaient ou non mises en œuvre. On a commencé à étudier les professions concernées, leur rôle propre, leur point de vue, leurs contradictions et leur influence respective : médecins, hygiénistes spécialistes de l'hygiène publique (ou de ce que l'on appellera bientôt comme cela), chimistes, ingénieurs... On a posé la question de l'expertise, celle des hiérarchies de pouvoir (villes, préfectures, État central...).

L'**histoire de l'eau urbaine** avait fait l'objet, dès les années 1980, l'objet d'une étude remarquable que l'on a évoqué plus haut. Depuis lors, d'autres monographies ont traité de l'eau, mais aucune ne l'a fait dans une perspective que l'on puisse véritablement qualifier d'environnementale, même si certains passages pourraient en relever. L'auteur d'une remarquable thèse sur La Seine et Paris, par exemple, ne souhaite pas, à ma connaissance, voir son travail « attribué » à l'histoire environnementale.

On a en revanche commencé à revoir l'**histoire de l'assainissement urbain** dans une perspective environnementale et non plus seulement « salubriste » et « progressiste » : la question n'était pas seulement d'amener l'eau en quantité suffisante dans les villes, mais aussi de la faire ressortir après usage, de la retraiter, etc. La question des égouts n'avait, jusqu'à récemment, intéressé les historiens que d'un point de vue politique, avec la fameuse querelle sur le mode d'évacuation et l'usage à faire des eaux usées. On savait, depuis les années 1970, que les partisans de l'épandage s'étaient opposés aux partisans du tout-à-l'égout, mais seule l'existence de ce débat semblait intéresser les historiens, non ses implications environnementales...

La **question des déchets urbains** n'avait jamais, non plus, été abordée de façon sérieuse et fouillée. La piste est ouverte aujourd'hui avec un ouvrage qui envisage sur le long terme (1790-1970) la partie aval du cycle des matières urbaines, et plus particulièrement des *excreta* urbains, déchets, boues et eaux usées, et montre les évolutions majeures survenues dans ce domaine. Une thèse en voie d'achèvement nous en apprendra beaucoup sur la façon dont les villes de taille moyenne ont géré le problème au XXe siècle, sur la façon dont elles se procuraient l'information, les **réseaux de savoirs urbains** dans ce domaine etc.

Bien distinctes des recherches citées jusqu'ici sont celles qui touchent au **risque et à la gestion des risques urbains** ; chez les historiens, c'est surtout la question de l'inondation et de sa gestion par les villes qui a intéressé, avec des travaux sur Grenoble, sur la Normandie, une thèse en cours sur Paris... Du côté des historiens des sciences, une thèse en cours d'achèvement s'est attaquée à une étude comparative de la gestion de différents types de risques, non exclusivement mais partiellement urbains : son auteur examine par exemple comment les autorités parisiennes et londoniennes ont géré, au XIXe siècle, le risque d'explosion des usines à gaz et montre que les voies choisies pour traiter d'un même risque étaient fort différentes. On a cité plus haut les études de géographie historique urbaine menées à Lyon (Vaulx-en-Velin) par les chercheurs du laboratoire RIVES, dont les études sur les risques urbains ont constitué la principale thématique depuis des années, qu'il s'agisse de risques liés à l'industrie chimique, aux glissements de terrains, aux inondations en zones urbaines, etc.

Il semble que l'on ait fait, avec ces thèmes, le tour des principaux domaines sur lesquels les historiens de l'environnement ou les ressortissants d'autres disciplines qui pratiquent l'histoire de l'environnement ont travaillé et publié. D'autres sujets encore ont été effleurés, comme **les animaux dans la ville, la nature dans la ville, la question de l'environnement sonore, ou encore l'importante question des inégalités environnementales**. Aucun de ces thèmes cependant n'a fait l'objet d'une publication historique majeure en français. Il faudrait compléter ce tableau avec un panorama des travaux en cours non encore publiés. On comprendra que je ne puisse faire état que de ceux qui me touche de près ou d'assez près puisque par définition, ces informations ne sont pas encore publiques.

Dans un récent compte-rendu de son activité pour l'assemblée générale du CDHTE, son équipe « histoire de l'environnement » mentionne les travaux en cours suivants :

- « Pour un renouveau urbain : **gestion des héritages et inégalités**. Difficultés sociales et risques environnementaux en Seine-Saint-Denis, 1850-2000 », un projet qui souhaite montrer les racines historiques des difficultés sociales et environnementales actuelles de ce département. Les travaux portent sur les handicaps environnementaux (industrialisation lourde et précoce, habitat ouvrier, transport industriel) qui ont eu des conséquences sociales.
- « **Perception et gestion des nuisances** ». Il s'agit d'une recherche sur l'histoire de l'usage des métaux et l'histoire de maladies professionnelles comme le saturnisme et l'hydrargyrisme<sup>25</sup>.
- « Morphologie industrielle et artisanale de Paris et sa proche banlieue ». Le but de cette recherche est de préciser les modalités de **cohabitation entre industrie** (besoins et nuisances induits), **artisanat et ville**, en développant une véritable approche d'histoire géographique. Elle passe par la poursuite de l'inventaire des établissements industriels de Paris et sa proche banlieue avec l'objectif de mesurer l'influence de l'industrialisation sur la dynamique des territoires urbains.
- « **Circulation de la matière** : l'apport de l'histoire ». Ce travail, soutenu par le PIREN Seine, consiste à établir le cycle de matières (biogènes comme l'azote et non-biogènes comme les métaux) sur la longue durée, afin de déterminer l'impact des activités industrielles et urbaines sur la qualité de l'environnement du début du XIXe siècle à la fin du XXe siècle. « La construction de métabolismes rétrospectifs de matières pour tous les métaux présentant un risque environnemental comme le mercure, le cadmium, permet de mettre en évidence des concentrations particulière de métaux lourds (héritage matériel), d'établir une cartographie dynamique des métaux qui évolue au cours du temps, de décrire l'évolution de leur impact sur l'homme (plombémie, acrodynie, ...), donc d'écrire sur le temps long l'histoire des interactions Sociétés/ Milieux. »
- « **Les énergies dans la ville industrielle** », est une recherche effectuée en coopération avec le laboratoire Sisyphe de Jussieu. Elle vise à montrer que la ville du XVIIIe siècle ne fait pas que consommer de l'énergie importée (bois, tourbe) mais en produit aussi, par décomposition du carbone organique et mutation de l'azote en salpêtre.

---

<sup>25</sup> Notons, à propos de cette recherche, qu'elle rejoint d'autres études menées en France, notamment à l'Université de Lille III et à l'EHESS sur les maladies professionnelles et environnementales ? et que je n'ai pas recensées ici parce qu'elle ne me paraissent pas relever des études urbaines à proprement parler. J'ai fait une exception pour cet axe de recherche du CDHTE, dont les travaux portent toujours sur Paris.

Chaque année, l'équipe du CDHTE organise deux journées d'études. Celles de 2007 ont ou vont porter sur "**L'animal et la ville**" et "**Les chimistes et les Conseils d'hygiène**". Pour les années à venir, la même équipe annonce des travaux autour d'un certain nombre de thèmes touchant de plus ou moins près à l'urbain<sup>26</sup> :

- Les **pollutions métalliques des sédiments de rivière par les activités urbaines et industrielles**. Liens avec l'activité économique du bassin de la Seine.
- **Villes et économies d'énergie**.
- Inventaire du **patrimoine ferroviaire** en Seine-Saint-Denis.

De son côté, l'auteur de ce rapport poursuit, dans le cadre de l'équipe ESOPP du CRH et en association avec des collègues étrangers, ses travaux sur la **pollution**. Elle participe actuellement à un programme de recherche comparative et internationale financée par le Fonds d'initiative international du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada. Ce même programme a fait l'objet d'une demande de financement à l'ANR (réponse en attente) qui pourrait, si la demande est acceptée, prendre la suite du financement canadien. La recherche couvre un ensemble de sept pays ou États (France, Belgique, Pays-Bas, Angleterre, Écosse, Québec et reste du Canada – les parties francophones et anglophones du Canada ayant sur ce thème des législations différentes). Il s'agit d'une **recherche sur les origines et la mise en place des systèmes juridiques de régulation de la pollution et les fondements philosophiques de ces systèmes**. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une recherche d'histoire urbaine, mais bien évidemment pour des pays comme la France, la Grande-Bretagne ou la Belgique, c'est essentiellement des villes qu'il va s'agir (le cas du Canada et des Pays-Bas promettant d'être différents).

Un autre axe de recherche ESOPP est la question des **relations entre social et environnemental en histoire**. Deux initiatives auront lieu dans ce domaine en 2008 : d'une part la tenue à l'EHESS d'un colloque international, organisée en collaboration avec Stephen Mosley, spécialiste britannique de l'histoire de la pollution urbaine, de l'Université de Leeds Metropolitan, intitulé « Integrating the social and Environmental in History ». Là encore, l'urbain n'est pas au cœur du projet, mais il y aura toute sa place. Le but du colloque est d'inciter les historiens de l'environnement à sortir d'une vision trop naturaliste ou techniciste de leur discipline, d'attacher plus d'importance au social et de donner une plus large place aux méthodes de l'histoire sociale, trop peu utilisées en histoire de l'environnement. Il est aussi de montrer que cela est possible, et de donner de l'audience aux travaux qui l'attestent. Le comité scientifique de ce colloque comprend douze historiens, dont neuf étrangers, historiens dont les spécialités sont pour la moitié d'entre eux l'histoire de l'environnement et pour l'autre moitié l'histoire sociale (du travail, de la santé, de la ville...).

La seconde initiative, complémentaire et spécifiquement urbaine, celle-ci, est l'organisation, en collaboration avec Richard Rodger, de l'Université d'Edinburgh, et dans le cadre de la neuvième conférence internationale d'histoire urbaine (Lyon, sept. 2008), d'une *main session* (soit dix communications) sur le thème « **Les inégalités environnementales et sociales dans la ville depuis 1800** ». Là encore il s'agit d'explorer le lien entre problèmes environnementaux et sociaux, de montrer comment se construisent les situations insoutenables, de réfléchir à la pertinence de l'usage, en histoire urbaine, du concept d'*environmental justice* cher aux Américains. Ces initiatives

---

<sup>26</sup> Pour mémoire, les thèmes non urbains sont les suivants : Le cas de l'amiante. Le développement des non-tissés. Histoire de l'évolution des paysages du Rhin. Une éco-histoire des métaux en France, XIXe-XXe siècle. Économie et devenir environnemental des perturbateurs endocriniens.

viennent en appui de la réflexion poursuivie sur l'histoire des inégalités environnementales et déboucheront certainement sur une ou plusieurs publications collectives ou de synthèse<sup>27</sup>.

Ainsi que je l'ai signalé plus haut, il n'est pas en mon pouvoir de faire état des *projets* de recherche d'équipes avec lesquelles mes relations sont plus ténues. On aura donc en mémoire que les projets présentés ci-dessus ne prétendent en rien à l'exhaustivité.

## 5. Questions à explorer

Les pages qui précèdent donnent peut-être l'idée que beaucoup a été fait déjà en matière d'histoire de l'environnement urbain. Je voudrais insister de nouveau sur le fait que tel n'est pas le cas. Même si la France présente cette particularité qu'on y fait plutôt plus d'histoire de l'environnement *urbain* qu'ailleurs, j'ai dit, déjà, que cela n'était que relatif. Une poignée de chercheurs, même actifs, ne fait pas de miracles. Face à l'immensité des questions évoquées, à l'énormité des sources disponibles et à l'amplitude des périodes qu'il conviendrait de prendre en compte, il y aurait du travail pour des dizaines de chercheurs à plein temps pendant des années !

Sur ce point de la chronologie, on me permettra d'insister sur le fait que les études d'histoire contemporaine (de la Révolution à nos jours) ne sont pas les seules à être potentiellement utiles aux décideurs d'aujourd'hui. Pour comprendre et résoudre les phénomènes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, nous avons besoin d'études portant sur des temps très longs, car les problèmes environnementaux se construisent souvent sur des temps très longs. Il conviendrait donc, me semble-t-il, d'**inciter les historiens de toutes les périodes à s'engager dans des travaux d'histoire de l'environnement urbain, et pas seulement les historiens contemporanéistes.**

Pour ce qui est des **thèmes**, pratiquement tous ceux qui ont été évoqués plus haut pourraient et devraient, de mon point de vue, être repris. Non que ce qui a été fait n'ait pas été bien fait, mais parce qu'en aucun cas on ne peut considérer avoir fait le tour de ces questions. Nous sommes encore largement au stade du défrichage. Toutes ces questions (les nuisances et la pollution, l'assainissement urbain — déchets solides et eaux—, la question des ressources, de leur usage, de leur répartition, l'impact industriel sur la ville, les institutions en charge des problèmes environnementaux et les politiques publiques, etc...) pourraient être abordées de nouveau avec profit, par des biais différents dont voici quelques exemples (la liste n'étant ni limitative ni hiérarchisée) :

- Les recherches à venir devraient utiliser des **sources nouvelles**, et notamment d'**archives manuscrites**, là où seules les sources imprimées ont été mises en œuvre car celles-ci ne remplacent jamais celles-là : les sources imprimées (manuels, journaux, revues, etc) sont des documents beaucoup plus construits (donc biaisés) dès l'origine, ils sont une mise en scène (fort intéressante au demeurant) des savoirs ou des débats en cours, alors que les sources manuscrites, plus difficiles à repérer et infiniment plus longues à exploiter, nous informent aussi sur des choses qui n'étaient pas destinées à être rendues publiques. On écrit des livres pour un public, on ne produit pas des archives

---

<sup>27</sup> On me pardonnera de mettre ici en valeur mon propre CV et une élection qui n'est encore que potentielle mais il ne paraît pas inintéressant de signaler que l'auteur de ces lignes sera nommée, en juin 2007, pour la présidence de l'*European Society for Environmental History*. (<http://eseh.org/>) Le fait n'est en effet pas sans rapport avec la recherche en histoire de l'environnement urbain. J'ai en effet toujours travaillé, au sein de cette société, au développement de la place des études *urbaines et industrielles*, qui y restent largement minoritaires. Si je suis effectivement élue, je considérerai cette élection comme une sorte de reconnaissance de ces champs de recherche comme partie intégrante, et importante, de l'histoire de l'environnement. On peut aussi espérer (si la nomination est suivie d'élection évidemment) que l'élection à la présidence de la Société d'une universitaire française aide à la visibilité de l'histoire de l'environnement en France et à son décollage.

pour les historiens... La vision que l'on se forge des phénomènes passés est très différente selon que l'on utilise les unes ou les autres. Qu'il s'agisse d'archives publiques ou privées, ou de la période moderne ou contemporaine, les fonds potentiellement utilisables sont gigantesques. Pour tout ce qui touche à l'industrie, par exemple, personne n'a, à ce jour, mis à contribution des **archives d'entreprises**, qui donneraient pourtant une vision bien différentes de ce que l'on rencontre dans la correspondance entre entreprises et pouvoirs publics, seule source utilisée jusqu'à aujourd'hui. On peut penser aussi au recueil de **sources orales, visuelles ou sonores**, qui pourraient être précieuses pour le XXe siècle, si elles sont constituées et exploitées dans les règles de l'art.

- Il y aurait aussi matière à **reprendre des sources déjà utilisées mais en changeant de cadre géographique ou chronologique**, de façon à permettre la comparaison. Il conviendrait, par exemple, d'inciter à la multiplication des recherches en province, car le cas parisien, le plus étudié jusqu'à ce jour, n'est généralement pas représentatif du reste de la France. En termes de chronologie, il conviendrait de reprendre l'étude, sur des périodes plus courtes, de thèmes qui ont été défrichés sur une longue période, ou inversement, d'élargir à des périodes longues les travaux limités dans le temps, car les deux types d'études sont complémentaires.

- De la même façon, il conviendrait de **reprendre des sujets très vastes** (la pollution, ou les institutions et les politiques publiques, par exemple) **et de les compléter par des études à des échelles plus fines** (la pollution de l'air ou, plus limité encore : la pollution de l'air par tel produit, telle industrie ; la composition et le travail des conseils d'hygiène de province, ceux du Comité consultatif des Arts et Manufactures, etc)

- Il faudrait enfin inciter à la **mise en œuvre de comparaisons**, qu'elles soient franco-françaises ou internationales, tant il est vrai que l'on ne comprend ce qu'un cas peut avoir de spécifique que lorsque l'on mesure ce qui le distingue des autres. En matière de comparaison internationale, il conviendrait de réfléchir à l'usage des échelles. Le problème est complexe, car si les régulations, par exemple, ont longtemps été produites à un niveau (presque) exclusivement national (il y a des exceptions), les problèmes environnementaux, eux, se moquent des frontières. La globalité évidente pour tous aujourd'hui en matière environnementale est d'ailleurs une notion dont on pourrait aussi écrire l'histoire...

À côté des questions déjà partiellement traitées viennent toutes celles qui n'ont pas encore été abordées du tout, ou marginalement seulement. On se doute que si j'ai personnellement choisi de travailler, à côté de mes recherches comparatives sur la pollution, sur la question de la **justice / des inégalités environnementales**, c'est que j'ai estimé qu'il s'agissait là d'un sujet d'importance. C'est à tort que l'on ne cherche que dans les dernières décennies du XXe siècle — au mieux — la cause de problèmes sociaux et environnementaux qui remontent souvent au XIXe siècle et à la période de l'industrialisation. Mais les quartiers et villes aujourd'hui « en difficulté » ne sont pas les seuls à devoir attirer l'attention. Ce qu'il faut comprendre c'est, plus largement, **comment se mettent en place les logiques qui conduisent aux ségrégations de toutes natures, et la nature des relations entre ségrégations environnementales et sociales**. La question des banlieues ne doit pas cacher la multiplicité des situations. Non, toute l'industrie, y compris l'industrie polluante, n'a pas été chassée hors des villes au fil du temps : non, les ouvriers n'ont pas toujours été relégués loin des centres ; non, l'hausmannisation est un modèle qui ne rend pas compte des évolutions de la morphologie urbaine dans la plus grande partie des villes du pays, et l'on sait bien trop peu sur la façon dont se sont construits les environnements dont a hérité notre XXIe siècle.

J'ai posé, dans mon travail sur la pollution au XIXe siècle, quelques jalons sur des sujets qui mériteraient, de mon point de vue, beaucoup plus d'attention, et dont voici un échantillon : le **rapport entre problèmes fonciers, spéculation et environnement urbains** ; les **rapports entre planning urbain et gestion es nuisances** (il faudrait notamment étudier les raisons pour lesquelles

on n'a jamais appliqué la directive gouvernementale qui prescrit, dans les années 1840, de **répartir les nuisances industrielles dans la ville** pour que chacun en prenne sa part, puisque chacun profiterait de la richesse qu'elles créent ; les raisons et la façon dont on est, au contraire, passé à une à une politique diamétralement opposée de séparation fonctionnelle des espaces ; le fossé entre la politique affichée dans ce domaine et son application, très différente selon les lieux et les dates) ; le **rôle joué par les municipalités ouvrières, les partis et les syndicats ouvriers** (les municipalités et partis d'autres bords aussi, mais l'attitude de la gauche me paraît, en matière d'environnement, mériter une attention spéciale), **dans la constitution de quartiers « sacrifiés »** (comme l'on disait dès le XIXe siècle) ; la nature des liens entre industriels et municipalités et la **mécanique des pressions exercées sur l'action publique** (avec, notamment, les passe-droit aboutissant au contournement des plans d'urbanisme), les mécanismes conduisant à **l'adoption de règlements de salubrité industrielle plus ou moins indulgents** selon le poids de l'industriel concerné. Sur toutes ces questions, notre ignorance est immense.

Quel que soit, pratiquement, le thème que l'on choisisse, et dès lors qu'on l'interroge avec des questions qui prennent en compte la dimension environnementale, on s'aperçoit que beaucoup de choses tenues pour acquises en histoire urbaine ne résistent pas à l'examen. Ainsi parlait-on depuis longtemps de la situation sanitaire des villes de provinces en termes de « retard » dû au désintérêt des édiles, à leur incapacité à saisir les problèmes. Les travaux en cours sont en train de montrer que la supposition était fautive. Il ne faut donc pas hésiter à reprendre aujourd'hui des questions supposées connues, dans une optique plus environnementale.

Les suggestions qui précèdent paraîtront sans doute abusivement centrées sur un nombre limité de thématiques (relations villes/industrie, questions de morphologie urbaine, action des pouvoirs publics et autres acteurs institutionnels...). J'en conviens aisément : ce sont là les questions que je connais un peu. Il m'est plus difficile de formuler des questions pertinentes pour des domaines qui ne me sont pas familiers, mais dont je suis sûre qu'il mériteraient également des recherches : les **questions d'énergie** ; les problèmes d'**empreinte écologique urbaine** (considérée sur des temps longs) dont les études menées par nos collègues espagnols notamment montrent le très grand intérêt ; les problèmes des **milieux spécifiques** tels que les milieux urbains humides, sur lesquels des historiens travaillent déjà, mais plus pour les périodes médiévales ou modernes que pour la période contemporaine, la question de la **faune urbaine**, les questions d'histoire des **transports** (beaucoup étudiés, mais bien trop peu dans des perspectives environnementales), etc...

Encore une fois, je crois que l'on peut dire sans grande exagération que dans le domaine qui nous intéresse ici, presque tout est encore à faire. Sous chaque pierre historique se cache un trésor de connaissances susceptibles d'éclairer le présent, et l'historien tenté par les problèmes environnementaux peut donc les soulever presque au hasard, en fonction de ses compétences et de ses préoccupations propres. Mais on manque de main-d'œuvre pour retourner les pierres, pour des raisons sur lesquelles je dirai un mot en conclusion.

Je voudrais en effet conclure cette note par une ou deux remarques sur les raisons qui peuvent expliquer la réticence des historiens français à s'engager dans l'écriture d'une histoire environnementale (urbaine ou pas, les raisons sont sans doute les mêmes dans les deux cas). Car si, comme je l'ai dit, un certain nombre de recherches se font, il est frappant qu'elles se font à la marge de la discipline, par des chercheurs qui ne sont pas toujours historiens ou qui, lorsqu'ils le sont, sont aussi par formation ou par goût très ouverts à l'interdisciplinarité.

Un des facteurs qui me paraît pouvoir expliquer cette réticence des historiens à s'engager sur ce terrain est que si les historiens sont en général convaincus que ce qu'ils font est ou sera un jour utile à la société, il n'est pas dans leurs habitudes de partir des problèmes de l'heure pour décider de leurs objets d'étude. Certes, les historiens sont des gens de leur temps, et le contexte dans lequel ils vivent influe sur leurs choix. Et puis, il y a de notables exceptions à cette remarque : les historiens de l'immigration, de la nationalité, de la citoyenneté, par exemple, sont confrontés à une demande sociale très forte, et ils participent largement aux débats actuels. On pourrait donner d'autres exemples. Cependant, la majorité des historiens ne choisit pas, me semble-t-il, l'objet de ses recherches en fonction de l'actualité mais en fonction de l'intérêt strictement intellectuel qu'ils leur portent. Il se pourrait même qu'il y ait, chez certains, une réticence à se mêler de choses trop évidemment utiles ou trop contemporaines.

Une autre raison est certainement qu'il est impossible d'écrire l'histoire de l'environnement sans tomber bien vite sur des questions qui relèvent de disciplines totalement absentes de leur formation. Quand on fait pas la différence entre l'organique et le minéral, entre ce qui est vivant et ne l'est pas, quand on a toujours été indifférent (ou pire...) à l'histoire des sciences naturelles ou de la chimie, quand on ne s'est jamais interrogé sur les procédés de fabrication ou les techniques qui ont permis de produire les objets qui vous entourent ... il est certain que l'attrait pour l'histoire de l'environnement ne peut qu'être limité. Et si d'aventure, on dispose d'un esprit suffisamment ouvert pour s'intéresser à tout cela, on se dit que l'on sera incompetent, que l'on butera vite sur des domaines auxquels on n'entend rien. Et il n'est pas agréable d'être pris en flagrant délit de non savoir, de non compétence, qui exigent un nouvel effort d'auto-formation à un âge où l'on pense souvent pouvoir se reposer sur ses acquis.

Et puis, il y a les modes intellectuelles qui font qu'il est mieux considéré aujourd'hui de s'occuper d'histoires de idées, d'histoire politique ou d'histoire culturelle (dont l'environnement est « évidemment » exclu !), que d'histoire de la technologie ou de l'industrie. Rien de tel pour paraître démodé aujourd'hui dans le milieu des historiens que de prétendre s'intéresser à l'histoire de l'économie (au sens le plus large).

Si l'on ajoute à cela la question de la structuration de la recherche, déjà évoquée, et la résistance très forte à travailler sur contrat (avec des arguments tout à fait dignes d'intérêt, à vrai dire, sur les conséquences de l'extension du modèle « scientifique » aux sciences humaines et sociales, et notamment à l'histoire, discipline qui a besoin de temps...), on peut comprendre que l'histoire de l'environnement n'a pas fait florès jusqu'à présent. Je crois cependant que les choses sont en train de changer véritablement, avec l'arrivée d'une génération qui voit la recherche avec d'autres yeux et l'environnement comme un sujet méritant vraiment toute notre attention de chercheurs.

Je finirai sur une suggestion. Je crois important qu'un appel à programmes de recherches dans le domaine de l'environnement urbain fasse spécifiquement mention du fait que les travaux des historiens *aussi* sont les bienvenus (et non seulement ceux des sociologues, anthropologues et autres). Je sais d'expérience qu'il est difficile pour les historiens, de croire que les appels à recherche, dont la forme est tellement déroutante, les concernent *eux aussi*. Faire valoir (ne serait-ce qu'en une phrase) que l'on *manque* de travaux historiques alors que l'on en a *besoin*, me paraît être un moyen de les rassurer sur le fait que leurs propositions seront étudiées avec considération et auront, effectivement, des chances d'être reçues, au même titre que celles des autres disciplines.

Nantes, le 23 avril 2007

Geneviève Massard Guilbaud



